

## MOHAMED IBN CHAMBAS

Représentant spécial du secrétaire général et chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

### Volker PERTHES

Mohamed, dans le dernier rapport que vous avez remis au Conseil de sécurité, vous avez parlé, je cite, « d'une aggravation de la situation sécuritaire dans l'ensemble du Sahel ». Vous avez évoqué le banditisme, le terrorisme et la violence intercommunautaire, mais vous avez aussi fait état de certains progrès en matière de gouvernance et de renforcement de la démocratie. Cependant, votre rapport portait essentiellement sur la dégradation de la situation sécuritaire, en particulier au Mali et au Burkina Faso. Ma question est la suivante : pourriez-vous nous donner plus de détails sur le type et l'ampleur des défis auxquels cette région est confrontée en matière de sécurité et essayer de nous expliquer ce que des organisations comme le G5 Sahel, l'Opération Barkhane ou la mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) peuvent réellement faire ?

### Mohamed Ibn CHAMBAS

Il faut distinguer deux zones ici. D'une part le Sahel et d'autre part le bassin du lac Tchad qui sont confrontés à des menaces spécifiques de terrorisme et d'extrémisme violent. En raison des activités des groupes terroristes dans le nord du Mali, qui sont descendus jusqu'au centre du pays et qui débordent désormais sur le Burkina Faso et le Niger, nous assistons actuellement à une dégradation de la situation sécuritaire dans la région du Sahel. Les attaques désormais quasi quotidiennes des groupes terroristes au Mali, en particulier dans le centre du pays, en sont la preuve. Par ailleurs, l'habileté avec laquelle les groupes terroristes ont infiltré certaines communautés a conduit à la stigmatisation d'une communauté tout entière accusée de connivence avec les terroristes, et a déclenché des conflits intercommunautaires. On observe ainsi des attaques extrêmement regrettables entre, par exemple, les communautés peule et dogon. Dans l'ouest du Niger, dans les provinces de Tillabéri et de Tahoua, la présence de ces groupes terroristes est de plus en plus active. Récemment, et cela a provoqué une prise de conscience dans toute la région, nous avons également vu le phénomène terroriste du Sahel descendre au Burkina Faso, pourtant considéré comme un pays relativement stable et solide et comme une zone tampon entre le Sahel et les États côtiers, mais il est aujourd'hui en proie à l'instabilité à cause d'attaques terroristes régulières. Il y a deux jours, une attaque a eu lieu près de Fada N'gourma, une des plus grandes villes du Burkina Faso située plus au sud, en dehors de la province de Soum et du Sahel. C'est une ville carrefour qui relie de nombreux pays comme le Bénin, le Togo, le Ghana. C'est un axe routier régional majeur vers le Niger. Lorsque des villes comme celle-ci sont menacées, c'est le signe que le phénomène s'étend.

D'une manière générale, la menace qui pèse sur le Sahel est liée en particulier aux groupes terroristes sévissant dans le nord du Mali et ayant des liens déclarés avec des groupes terroristes internationaux, tels que Al-Qaïda, l'État islamique, etc. Dans le bassin du lac Tchad, la situation est quelque peu différente. Boko Haram pourrait être qualifié de groupe terroriste endogène, apparu dans l'État de Borno, dans le nord-est du Nigeria. Au départ, il touchait six États du nord-est du Nigeria, puis s'est étendu au Cameroun, au Tchad et au sud du Niger, par exemple, dans le comté de Diffa. Bien que ce mouvement ait été considéré dans un premier temps comme un simple feu de paille, il a fait preuve de résilience. Lors de la campagne électorale qui a porté Buhari, l'actuel président, au pouvoir, je pense que la population a vu en lui un ancien militaire, avec une solide réputation remontant à l'époque du gouvernement militaire en Afrique de l'Ouest, capable d'affronter et de vaincre Boko Haram. Boko Haram a célébré récemment son 10<sup>ème</sup> anniversaire et cela fait environ cinq ans que le gouvernement du président Buhari est en place. Il n'a pas été facile de contenir Boko Haram. Ce groupe terroriste reste actif dans l'État de Borno, mais je dois admettre que la situation s'est quelque peu améliorée. Avant, il y avait au moins six États dans le nord-est qui étaient menacés et aujourd'hui, l'influence et l'activité de Boko Haram ont été circonscrites à l'État de Borno. On peut assurément parler de progrès. Même au Cameroun et au Tchad, son influence et son activité ont été réduites à de simples attaques prédatrices contre des communautés, des villages, etc.

Dans les deux cas, la réponse de la région a été d'une part la création du G5 Sahel en tant que communauté de pays confrontés à cette menace existentielle que représentent les terroristes et les extrémistes violents au Sahel. Ces pays se sont organisés pour tenter de résoudre le phénomène de façon holistique, plus ou moins selon les préconisations des Nations Unies. À savoir une approche globale, et non axée uniquement sur la sécurité, qui s'attaque aux causes profondes telles que la pauvreté, l'exclusion et le déficit de gouvernance, évoqué par le professeur Robert Dossou. Dans certains pays dont les territoires sont tellement vastes, qu'il s'agisse du Mali, du Niger ou du Tchad, les capacités de l'État sont si limitées que son absence se fait cruellement sentir dans certaines communautés. Ne nous voilons pas la face. Il est clair que certains gouvernements ont fait preuve par le passé de discrimination et de négligence à l'égard de certaines communautés. Il faut s'attaquer à toutes ces causes en même temps ; il faut essayer de remédier à la pauvreté et au manque d'infrastructures socioéconomiques de base. Il faut construire des écoles, mettre l'accent sur l'éducation, améliorer la situation des femmes et des jeunes, notamment en créant des emplois pour les jeunes. Le G5 Sahel applique cette approche globale, tout en s'efforçant de mettre en place une force anti-terroriste, sur laquelle la position des Nations Unies a été très claire. Le Secrétaire général et tous ses conseillers ont recommandé l'octroi d'une aide de la part du Conseil de sécurité et nous espérons toujours qu'il se décidera à accorder une aide directe à cette force.

Très brièvement, pour en revenir aux pays du bassin du Tchad, rappelons qu'ils ont eux aussi consenti des efforts pour mettre en place une Force multinationale mixte (FMM). Les quatre pays ont fourni des troupes, et je dirais même qu'ils sont un peu plus avancés que le G5 Sahel à ce niveau-là. La FMM a en fait bénéficié de l'appui de la Force Barkhane, qui est déployée dans la région, mais aussi de l'UE en particulier, et de partenaires comme les États-Unis, la France et le Royaume-Uni qui ont apporté une aide bilatérale. Il convient de reconnaître le rôle du Nigeria qui a contribué à hauteur de 100 millions de dollars à la mise en place de la FMM.

On ne peut que saluer cet effort de traiter le problème sécuritaire, mais le plus important selon moi est de reconnaître la nécessité de s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène d'extrémisme violent et de terrorisme. Dans le bassin du lac Tchad, on a désormais une stratégie de stabilisation régionale axée non seulement sur la sécurité, mais aussi sur l'objectif de développement durable. Les Objectifs de développement durable (ODD) font en fait partie intégrante des programmes nationaux, décentralisés vers ces régions qui souffrent de niveaux de pauvreté élevés, de faibles taux d'alphabétisation et d'un manque d'infrastructures de santé et d'autres infrastructures de base.

Afin de promouvoir la coopération régionale, la CEDEAO a organisé le 14 septembre un sommet réunissant les États d'Afrique de l'Ouest et du Sahel et il est significatif que le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie aient été invités. On peut dire sans risque de se tromper que ce problème ne concerne plus seulement les pays du Sahel et les pays du bassin du lac Tchad, mais qu'il menace même les États côtiers, et des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin déclarent vouloir unir leurs forces pour s'attaquer à ce phénomène et adopter une approche véritablement régionale dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

#### **Volker PERTHES**

Vous dites donc que les causes profondes ne sont pas le terrorisme et le djihadisme, mais la mauvaise gouvernance, la pauvreté, le développement non durable. Pourtant, si j'ai bien compris vos interventions à cette conférence hier et avant-hier, vous disiez en gros que les Européens et les Américains devraient s'engager aussi fortement - cela signifie militairement je suppose - qu'ils le font en Syrie et en Irak. Est-ce bien là votre recommandation ?

#### **Mohamed Ibn CHAMBAS**

Certains seraient moins diplomates et diraient que tant que le problème de la Libye n'est pas réglé, ce que nous faisons en Afrique de l'Ouest et au Sahel revient à mettre un pansement sur une plaie. Il faut rappeler que certains chefs d'État de la région avaient recommandé la prudence avant l'intervention en Libye, mais vous ne les avez pas écoutés. Comme dirait Colin Powell, « ce que vous avez cassé, à vous de le réparer. » Franchement, tant que la Libye n'est pas stabilisée, ces groupes ont la voie libre et bénéficient de différents soutiens. Telle est la préoccupation des États du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Il est vrai que si on considère les problèmes de gouvernance et la négligence des gouvernements passés, notamment les gouvernements militaires au Nigeria, ce n'est un secret pour personne que les gouvernements militaires étaient dirigés par des gens du Nord, qui, franchement, n'en ont pas fait

assez. Est-ce une coïncidence si à Borno, le taux d'alphabétisation est inférieur à 50 % ? Le manque d'écoles aujourd'hui est inacceptable, et pourtant que ce soit à l'extrême nord du Cameroun, au Tchad ou dans certaines zones du Burkina Faso, c'est une réalité. Certains schémas se détachent clairement et 60 ans après l'indépendance, un tel niveau de pauvreté ne devrait pas persister, pourtant c'est la réalité. Il ne faut pas oublier la question des femmes qui n'ont pas été scolarisées, les taux de fécondité sont encore trop élevés, que ce soit au Niger ou au Mali. Il faut s'attaquer à tous ces problèmes, mais il est important de comprendre qu'aujourd'hui, les groupes qui sévissent là-bas sont alignés sur des groupes terroristes internationaux, Al-Qaïda ou l'État islamique. Le groupe Province ouest-africaine de l'État islamique revendique des attaques au Niger qui ont entraîné la mort d'Américains et dans le nord-est du Nigeria, dans l'État de Borno. On dit que l'une des factions de Boko Haram est maintenant pleinement alignée sur le groupe Province ouest-africaine de l'État islamique. Certes, il faut s'attaquer à ces facteurs internes et aux questions de gouvernance, mais ce qui nous préoccupe aussi, c'est l'alignement de ces groupes sur des groupes terroristes internationaux. C'est pourquoi nous disons que la communauté internationale a fait preuve d'une vigueur et d'une ferveur sans pareil pour combattre et vaincre ces groupes malfaisants en Irak et en Syrie. Et nous avons besoin ici aussi du même engagement de la part de la communauté internationale.

### **Volker PERTHES**

Merci et je vous suis gré de faciliter l'enchaînement avec le prochain sujet que nous allons aborder et de nous avoir rappelé le principe de la « Maison du potier » qui semble ici redéfini : que ceux qui ont cassé l'Irak et la Libye prennent leurs responsabilités dans le Sahel et l'Afrique de l'Ouest. Comme vous l'avez mentionné, le lien avec le Machrek, la région à l'est de la Méditerranée, est clair, ne serait-ce que par le mouvement, la migration des terroristes qui ont perdu leur espace, leur domination territoriale dans certaines parties de l'Irak et de la Syrie.